

Au nom de l'égalité, les femmes PLR lancent une initiative pour l'imposition individuelle

Le débat sur la fiscalité relancé

« XAVIER LAMBIEL

Couples » Les libérales-radicales ont choisi la Journée internationale du droit des femmes pour lancer leur initiative. Au nom de l'égalité, elles souhaitent inscrire dans la Constitution: «Les personnes physiques sont imposées indépendamment de leur état civil». Pour leur présidente, la conseillère nationale Susanne Vincenz-Stauffacher, «l'anniversaire du droit de vote des femmes a été la première étincelle».

Le système actuel impose plus lourdement le second revenu des couples mariés ou des partenaires enregistrés. Pour la conseillère aux États fribourgeoise Johanna Gapany, il s'agit «souvent de celui de la femme». Avec cette initiative, elle entend encourager la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle: «Il est temps que chacun puisse choisir son mode de vie sans être puni fiscalement.»

Le débat date de 1984. Le Tribunal fédéral avait jugé contraire à la Constitution le système fiscal qui pénalise les couples mariés

avec deux revenus par rapport aux concubins. L'injonction est restée sans suite. Pendant des décennies, parlementaires progressistes et conservateurs se sont neutralisés. L'UDC et le PDC tiennent à l'imposition du couple et de la famille. Le PLR, le PS et les Verts militent inlassablement pour une fiscalité individuelle.

Parlement plus féminin

Plus féminin, le nouveau parlement semble pouvoir trancher. Selon la vert libérale bernoise Kathrin Bertschy, coprésidente de l'association Alliance F, «pour la première fois, nous avons des majorités stables et solides dans les deux Chambres pour une imposition individuelle». Pour elle, «l'initiative est importante, parce qu'elle mettra plus de pression sur le sujet, mais la voie parlementaire initiée depuis plusieurs années sera peut-être plus rapide».

Le PDC avait tenté de résoudre le problème avec son initiative contre la pénalisation du mariage. Elle avait échoué dans les urnes, mais le Tribunal fédéral a invalidé les résultats. Le parti a retiré son texte et envisage d'en



«C'est un combat que je défends depuis longtemps»

Ruth Metzler-Arnold

proposer un nouveau, en retraillant sa définition du mariage.

Le Centre divisé

C'est l'ancienne conseillère fédérale démocrate-chrétienne Ruth Metzler-Arnold qui préside le comité d'initiative. Face aux questions des journalistes, elle sourit: «Je suis ici à titre personnel et je n'ai pas demandé la permission du parti centriste pour m'engager dans ce combat que je défends depuis longtemps.» Parmi les membres, se trouvent d'autres personnalités du Centre, comme l'ancien président du PBD Martin Landolt. Par ailleurs, les députées zurichoises et centristes Kathrin Wydler et Janine Vannaz ne cachent pas leur soutien.

Pour le conseiller national centriste Benjamin Roduit (VS), le mariage est une institution bousculée: «Veut-on encore garder dans notre société la notion de famille?» En vantant le modèle vaudois, qui réunit les revenus du couple et les partage en deux parts égales, il juge que «l'imposition individuelle va pénaliser les couples qui n'ont qu'un seul revenu». Il soupire:

«Les années passent et nous n'avons toujours pas de solution. Je peux comprendre que même dans mon parti, certains acceptent l'imposition individuelle de guerre lasse.»

Débats entre femmes

Présidente des femmes PDC, Babette Sigg trouve «cette proposition des femmes PLR très intéressante». Si les démocrates-chrétiennes ne se sont pas encore réunies pour décider d'un éventuel soutien, elle remarque que plusieurs de ses collègues y sont favorables: «Nous sommes un peu plus progressistes que les hommes de notre parti, et nous sommes ouvertes à toutes les formes de couple.»

La conseillère nationale fribourgeoise Christine Bulliard-Marbach, elle, ne soutiendra pas l'initiative: «C'est l'avis personnel de Madame Sigg et je le respecte, mais le groupe du Centre est opposé à l'imposition individuelle, et je pense qu'un nouveau système engendrerait trop de bureaucratie». Elle sourit: «Nous sommes le parti du milieu et il est assez sain que nous ayons des débats animés.» »